

Tribune unitaire Budget 2026

Aux ultra-riches et multinationales de faire des efforts : mobilisons-nous pour l'abandon d'un budget injuste !

Trop c'est trop ! Le projet de budget 2026 proposé par François Bayrou est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et suscite indignation et colère. Il s'inscrit dans la poursuite d'une logique austéraitre profondément injuste, qui fait peser l'essentiel de l'effort sur les personnes salariées, retraitées, jeunes, précaires, chômeuses, usagères des services publics, allocataires des prestations sociales, malades... Personne ne sera épargné, sauf les plus riches et les multinationales. Or, la population s'est suffisamment serrée la ceinture. Pourtant François Bayrou estime que « tout le monde » doit faire un effort mais refuse de revenir sur des mesures fiscales et sociales coûteuses et injustes, et persiste à engager le pays dans l'austérité.

Les ultra-riches et les grandes entreprises ont profité de baisses massives d'impôts et d'exonérations de cotisations sociales. Cela a creusé un gouffre pour les finances publiques et la Sécurité sociale sans effet important sur l'activité économique et, au surplus, en nourrissant les injustices fiscales et sociales. Si la législation fiscale et le niveau des recettes sociales avaient été figés depuis 2017, la dette publique - utilisée comme prétexte pour justifier l'austérité - s'élèverait fin 2023 à 99% du PIB au lieu de 110 %. Les 0,1% les plus riches payent proportionnellement moins d'impôts que le reste de la population, l'envolée de leurs revenus et de leurs patrimoines creuse directement les inégalités. Les versements de dividendes aux actionnaires battent record sur record, la France est championne d'Europe en la matière. S'ajoute le coût des aides publiques aux entreprises, qui représentent le premier budget de l'Etat : rien qu'en 2023, 211 milliards ont été versés sans suivi, ni contrôle, ni aucune condition sociale, environnementale ou en matière de maintien de l'emploi.

Un gaspillage d'argent public qui représente des centaines de milliards d'euros qui manquent tant aux écoles, aux hôpitaux, au logement, au transport... En refusant d'agir sur les recettes, le gouvernement choisit d'appauvrir l'ensemble de la population. Le projet de budget 2026 abandonne des secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé, la lutte contre le changement climatique. Il saigne les services publics et la protection sociale. Il aggrave les inégalités, la précarité, et les victimes de discrimination sont en première ligne. En affectant aussi profondément notre modèle social, et avec le triste record du taux de pauvreté récemment battu, c'est une question de vie ou de mort pour des millions de personnes. Ce budget est injuste.

Ce budget est également inefficace. En s'acharnant sur les dépenses en dépit des nombreuses études et analyses, il va emporter notre société dans sa chute, alors que le RN se tient en embuscade pour récupérer la colère. Il faut au contraire renforcer les services publics, investir dans l'emploi, la santé, l'éducation et la bifurcation écologique, et instaurer une fiscalité véritablement redistributive. Et cela commence nécessairement par faire payer leur juste part d'impôts aux plus riches et multinationales. De nombreuses solutions existent : la révision des aides publiques aux entreprises, des niches fiscales injustes et inefficaces, la taxation de l'hyper richesse, des patrimoines, des dividendes et des transactions financières. Les possibilités ne manquent pas, c'est la volonté politique qui fait défaut.

Dans ce contexte économique dégradé, il est inenvisageable de laisser passer ce recul inédit des droits sociaux, la chute du pouvoir d'achat, et une dégradation des conditions de travail. Dans ce monde en crise, la question du partage des richesses ne peut plus être repoussée. Nous, organisations syndicales et associatives, exigeons l'abandon de ce budget austéraitre, ainsi que la mise en place d'un budget qui demande enfin une contribution équitable aux plus fortunés et grandes entreprises, préalable indispensable pour répondre aux défis de notre temps, et résoudre les urgences sociales et écologiques.

Nous appelons à mener une mobilisation d'ampleur avant et pendant les discussions parlementaires pour faire échouer le budget 2026, à signer la pétition sur stopbudgetbayrou.fr, à participer dans la rue aux différentes initiatives : après la journée du 10 septembre qui témoigne d'une colère légitime, une journée de mobilisation intersyndicale est organisée le 18 septembre. Rassemblons-nous, agissons pour une société juste socialement et écologiquement. Avec ou sans Bayrou, l'abandon de ce budget injuste est une étape essentielle vers une société plus démocratique, égalitaire et solidaire.

Cet appel est ouvert à signature aux organisations du mouvement social qui souhaitent s'associer aux revendications.

Premiers signataires : Attac France, CGT, FSU, Sud PTT, Fondation Copernic, Greenpeace, 350.org, Confédération paysanne, Oxfam France, Nos services publics